

**TRAVAUX CONSTRUCTION DU
CENTRE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE DE BEZIERS (34)**



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Marchés publics de prestations
intellectuelles**

**Lot n°02 : Coordination de
sécurité et de protection de la
santé (SPS)**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	3
1.1. Objet du marché	3
1.2. Eléments d'appréciation de l'opération	3
1.3. Catégorie d'opération	3
ARTICLE 2 - TEXTES DE REFERENCES	3
ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES TITULAIRES	4
ARTICLE 4 - missions confiées au coordonnateur sécurité et protection de la santé	4
ARTICLE 5 - INTERVENANTS RESPONSABLES DE LA MISSION	4
5.1. Représentation du titulaire	4
5.2. Remplacement des intervenants	5
5.3. Autorité du CSPS	5
ARTICLE 6 - DEROULEMENT DES MISSIONS	6
6.1. Phase 1 : Participation dès la phase dialogue compétitif lors de la sélection du groupement (APS)	8
6.2. Phase 2 : Participation à la phase études	8
6.3. Phase 3 : Suivi de la réalisation de l'ouvrage	11
6.4. Phase 4 : Participation à la réception de l'ouvrage	14
6.5. Phase 5 : Période de garantie de Parfait Achèvement	14
ARTICLE 7 - DUREE DU MARCHE – DELAI D'ETABLISSEMENT DES PRESTATIONS	14
7.1. Durée du marché – reconduction	14
7.2. Délais d'établissement des prestations et documents à fournir	15

ARTICLE 1 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

1.1. Objet du marché

Les prestations objet du présent CCTP concernent le lot 02 « Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé » du marché de prestations intellectuelles pour des missions de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction du Centre de Rétention Administrative de Béziers (34).

Lieu(x) d'exécution : Avenue Henri Galinier, 34500 Béziers

Le coordonnateur interviendra dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail, ainsi que par les dispositions du présent contrat.

L'intervention du coordonnateur a pour objet l'exécution des missions définies dans le présent document relatives aux phases conception et réalisation.

1.2. Eléments d'appréciation de l'opération

Voir annexes n°1 et n°2 au CCTP

1.3. Catégorie d'opération

La mission de coordination SPS est relative à une **opération de construction de catégorie 1**.

Le coordonnateur SPS assigné à la mission devra être de niveau 1.

Le coordonnateur SPS interviendra au cours des phases d'Avant-Projet, de Projet et de Réalisation de l'ouvrage, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives de plusieurs entreprises (sous-traitants inclus) et de prévoir, si elle s'impose, l'utilisation de moyens communs, tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives (Article 253-3 du Code du Travail).

En complément des dispositions des articles R 238-16 à R238-19 du Code du Travail définissant les missions du CSPS, le présent CCTP apporte des précisions relatives aux interventions et conditions d'exécution de la mission.

ARTICLE 2 - TEXTES DE REFERENCES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, dit « mois zéro », soit 1 mois avant la date de remise des offres :

-La loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction ;
-Le décret n°94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du Travail (notamment les articles R.238-16 à R238-19 concernant la mission de coordination) ;
-La loi n°93-1268 du 29 novembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail

applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n°92-457 du 24 juin 1992 ;

-Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics des prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou du mois d'établissement des prix (mois Mo).

ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES TITULAIRES

Les titulaires acceptent au titre de leur mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction neuve.

Les titulaires devront, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres de l'opération.

Compte tenu de la visibilité de l'opération, mais aussi du fait que l'opération se déroule en MGS (Marché Global Sectoriel) avec un groupement lauréat concepteur-réalisateur intégrant également des prestations d'entretien, d'hotellerie et d'exploitation maintenance. Il est attendu du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé une implication constante et un suivi particulièrement attentif à tous moments de sa mission.

ARTICLE 4 - MISSIONS CONFIEES AU CORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Dans le cadre de la mission qui lui incombe, et avec la coopération du titulaire du marché MGS, le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention, afin de prévenir :

-les risques liés aux coactivités simultanées ou successives dans la réalisation de l'ouvrage ;
-les risques liés aux interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Aux fins précisées à l'article L4532-2 du code du travail et pour le compte du maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS accomplit

ARTICLE 5 - INTERVENANTS RESPONSABLES DE LA MISSION

5.1. Représentation du titulaire

Le contractant a l'obligation de proposer une personne physique titulaire et un suppléant dont les compétences en matière de coordination SPS doivent être de niveau 1.

Cette personne sera habilitée à représenter le contractant auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée de l'exécution du marché.

Le responsable CSPS sera le garant de la mobilisation des moyens et des compétences indispensables au bon déroulement de la mission, il coordonnera les interventions de son équipe.

Ces interlocuteurs sont désignés dans le mémoire technique joint à l'offre du titulaire ainsi que leur suppléants.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur.

Tous les personnels affectés au présent marché devront obligatoirement justifier des compétences en matière de sécurité et de protection de la santé, conformément aux articles R4532-23 à 29 du code du travail (pour opérations de catégorie 1 en phase de conception et phase de réalisation) en fournissant la documentation suivante :

-Ex
périences professionnelles ou diplômes
-Att
estations de compétences délivrées par un organisme agréé à la suite d'une formation spécifique de coordonnateur suivie en matière de sécurité et de protection de la santé. Ces attestations devront être en cours de validité (période de validité de 5 ans). En cas de péremption de l'une d'entre elles, le soumissionnaire devra justifier d'une formation actualisée en vue de son renouvellement.

5.2. Remplacement des intervenants

Tout changement de la personne physique chargée de l'exécution de la mission SPS, devra faire l'objet immédiatement d'un accord exprès préalable du maître d'ouvrage.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du prestataire.

En cas d'incapacité, le CSPS est tenu, dans le cadre de ses prestations, d'organiser le passage de consignes et la transmission des documents de coordination au CSPS de remplacement (phase conception ou réalisation) désigné par le Maître d'ouvrage.

De même, le prestataire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants en communiquant à cet effet tous les documents susmentionnés relatifs aux compétences exigées.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage. Tout refus sera motivé.

Le prestataire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 7 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.3. Autorité du CSPS

Le CSPS est le représentant du Maître d'ouvrage dans le cadre de la mission contractuelle qui les lie.

Les titulaires des différents marchés (MGS, contrôle technique, etc.) afférents à l'opération doivent coopérer entre eux et avec le CSPS.

A ce titre, le CSPS a accès et doit être informé des réunions organisées par le titulaire du MGS.

Le titulaire du MGS transmet au CSPS, dans un délai compatible avec l'exercice de la mission de coordination, tous les plans, études et documents qu'il réalise.

Afin de faire appliquer, pendant les travaux, les mesures préalablement arrêtées et celles qui s'avèreraient utiles et de faire rectifier toute anomalie, le CSPS s'adressera directement aux représentants des entreprises de la façon suivante :

-ap
rès avoir donné ces instructions verbalement sur le site, par inscription au Registre-Journal (visé par les intéressés),

-pu
is formalisé par courrier/fax ou compte-rendu suite à une réunion ordinaire (réunion de chantier), ou extraordinaire déclenchée à cet effet.

NOTA : Toutes observations, instructions ou consignes données par le CSPS, fera l'objet d'un retour formalisé (mail, etc.) au Maître d'Ouvrage.

Si ces observations ne sont pas suivies d'effet dans un délai satisfaisant (sans délai pour un danger grave et imminent) en regard de l'anomalie, le CSPS informera le Maître d'ouvrage afin que celui-ci prenne directement les mesures nécessaires, de par sa fonction.

Le CSPS n'a pas d'autorité hiérarchique sur les entreprises et leurs préposés.

En ce sens et sauf cas d'urgence (danger grave et imminent), il ne peut se substituer à l'encadrement des entreprises auquel il fait part des anomalies relevées dans les conditions définies ci-avant.

Le CSPS doit informer le Maître d'ouvrage et le titulaire du MGS sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le CSPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Le cas échéant, il informera sans délai le Maître d'ouvrage de la situation et des motifs de l'arrêt. La notification de ces arrêts (date ; heure ; type de travaux, zone ou matériel concernés ; risques constatés et raisons de la décision ; site donné) est consignée au Registre-Journal.

Les mesures à prendre restent du ressort de l'entreprise qui proposera ses solutions en vue de la reprise du chantier.

Les reprises, décidées par le Maître d'ouvrage, après avis du CSPS, sont également consignées dans le Registre-Journal.

Dans tous les autres cas de danger ou de violation des obligations réglementaires, le CSPS doit saisir le titulaire du MGS qui arrêtera et mettra en œuvre les mesures nécessaires au titre des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 31-44 du CCAG applicable aux marchés de travaux. La mise en œuvre pratique des dispositions définies par le CSPS reste du ressort des entreprises. De même l'organisation de cette mise en œuvre reste du ressort de la personne chargée de l'ordonnancement des activités du chantier.

Le CSPS est habilité à représenter le Maître d'ouvrage à l'occasion des contacts avec l'Inspection du Travail, les organismes de prévention des risques professionnels, la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (C.A.R.S.A.T.), les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T.) des entreprises et les médecins du travail.

La mission du CSPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants à l'opération (Art. L4532-6 du Code du Travail).

ARTICLE 6 - DEROULEMENT DES MISSIONS

Les interventions du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé comportent les missions suivantes décomposée en plusieurs phases dites « phases techniques » selon la description ci-après.

Pendant toute la durée de l'opération, le CSPS pourra être invité à participer aux comités de pilotages organisés par le Maître d'Ouvrage, à raison d'un comité mensuel au maximum.

Les nombres de réunions et nombres de visite de chantier indiqués aux différents articles du CCTP sont des minimums estimés par le Maître d'Ouvrage. Les quantités supérieures à ces minimums

proposées par le titulaire en Annexe n°1 au présent CCTP remplacent les estimations figurant au CCTP.

Dès la signature du contrat, le coordonnateur SPS organise l'inspection des lieux avec le maître d'ouvrage, et le contrôleur technique et procède à une inspection visant à :

-Dé limiter le chantier,
-M matérialiser les zones du secteur qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir.
-Pr éciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
-Dé finir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels les personnels ont accès.
-Ar rêter les consignes de sécurité, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et les description du dispositif mis en place à cet effet.

A l'issue de cette visite, il rédige un rapport d'analyse des risques liés au site et ses préconisations.

6.1. Phase 1 : Participation dès la phase dialogue compétitif lors de la sélection du groupement (APS)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du projet de marché global en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, après analyse des dossiers proposés par les candidats au marché global, et en particulier :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- les obligations des titulaires, des sous-traitants et des travailleurs indépendants éventuels, en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le PGCSPS ;
- le projet de règlement intérieur du collège interentreprises, de santé et des conditions de travail – CISSCT ;
- le cadre du DIUO

La mission débute dès la 2ème phase du dialogue compétitif (APS) par l'examen des propositions présentées par les 3 groupements participant au dialogue.

Le Coordonnateur SPS analysera les offres des 3 groupements candidats sur chacun des 2 tours successifs du dialogue (offre intermédiaire, offre finale).

Il produira un rapport d'analyse qui synthétisera ses avis après examen des documents produits pour chacun des 3 groupements lors du tour d'offres initial et les mettra à jour lors des 2 tours suivants. Cet avis portera sur :

-L'analyse des risques identifiables liés aux futurs travaux de l'opération,
-La méthodologie des candidats en matière de maîtrise des risques liés aux coactivités simultanées ou successives dans la réalisation de l'ouvrage ;
-La pertinence des solutions proposées par les candidats en matière de maîtrise des risques liés aux interventions ultérieures sur l'ouvrage

Le Coordonnateur SPS prévoira également de participer à 3 réunions (1 par groupement) pendant le dialogue initiale et au minimum à 3 réunions lors des commissions techniques, **soit un minimum de 3 réunions.**

LIVRABLES :

Projet de déclaration préalable : 5 jours

Ouverture du registre journal de coordination : 5 jours

Rapport suite à la visite préalable sur site / Délais de remise : 5 jours

Avis écrit sur les dossiers techniques des 3 candidats / Délais de remise : 21 jours

PGC, RJC, DIUO / Délais de remise 21 jours à compter de la transmission des dossiers APS

6.2. Phase 2 : Participation à la phase études

En phase conception, lors des choix architecturaux et techniques, Le CPSP analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage et aux modes opératoires envisagés.

Le CSPS doit notamment les prestations suivantes :

-Le coordonnateur participe en tant que de besoin à toutes les réunions utiles organisées par le titulaire du MGS et/ou le Maître d'Ouvrage, et met et consigne ses observations,
-Il est destinataire des documents d'études établis par le titulaire du MGS ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration,
-Le CSPS rédige un rapport d'analyse des études lors des phases APD puis PRO avec observations et propositions destinées à la Maîtrise d'Ouvrage et au titulaire du MGS,
-Le CSPS rédige ses observations sur tous les documents soumis à son avis par le Maître d'Ouvrage,
-Il donne son avis sur le planning prévisionnel des travaux en vue d'anticiper, voire réduire la co-activité à la source ;
- Le CSPS examine les diagnostics et suggère au maître d'ouvrage si nécessaire, la réalisation d'investigations complémentaires,
- Le coordonnateur veille à ce que la demande de renseignements concernant les réseaux aériens et enterrés existants dans l'emprise du projet soit obtenue ;
-Le coordonnateur ouvre le **registre journal** dès la signature du contrat dans lequel il enregistre :
 -les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
 -les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.
-Le DIUO regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
-Le coordonnateur établit le **projet de DIUO** au plus tard dans les délais fixés à l'article 7 du présent CCTP.
-Le coordonnateur assiste le maître d'ouvrage à l'établissement de **la déclaration préalable**.

-Le coordonnateur élabore le **plan général de coordination**.
-Le coordonnateur rédige et propose au maître d'ouvrage le projet de **règlement du CISSCT** qui fixe :
 -la fréquence des réunions,
 -la procédure propre à la sécurité collective,
 -les conditions de vérification de l'application des mesures,
 -la procédure de règlement des difficultés entre ses membres,
 -les attributions du président.
-Le coordonnateur examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
-Le coordonnateur définit les sujétions à la mise en place et l'utilisation des protections collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques.
-Il s'assure qu'est bien mentionner dans les pièces écrites la répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.
-Il veille à la préservation de la sécurité et de la santé du public (riverains, personnel, usagers, visiteurs, etc.), eu égard aux risques résultant de la présence du chantier ;
-Il s'assure de la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques, notamment en dehors des limites strictes du chantier et des voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toutes natures des entreprises intervenantes ;
-Le coordonnateur assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

Le Coordonnateur SPS prévoira de participer au minimum à **12 réunions** lors de cette phase.

LIVRABLES :

Livrables phase APD:

Projet de règlement CISSCT : 2 semaines

Rapport sur APD : 5 jours

PGC, RJ et DIUO actualisés

Délai de remise du livrable : 21 jours à compter de la transmission du dossier APD

Livrables phase PRO:

Rapport sur PRO : 5 jours

PGC, RJC et DIUO actualisés et le projet de règlement du CISSCT

Délai de remise du livrable : 21 jours à compter de la transmission du dossier PRO

6.3. Phase 3 : Suivi de la réalisation de l'ouvrage

En phase de préparation de chantier et suite à la visite préalable sur site, le coordonnateur SPS effectue les tâches suivantes :

-Il communique au titulaire du MGS les consignes de sécurité arrêtées, l'organisation des premiers secours en cas d'urgence, la description du dispositif mis en place à cet effet ; ces dispositions sont consignées dans le PGCSPPS ;
-Il met à jour la Déclaration Préalable ;
-Il intervient dans la coordination des entreprises intervenant sur le chantier (titulaire et sous-traitants) ;
-Il coordonne le PPSPS de toutes les entreprises intervenant sur le chantier

En phase de travaux, le coordonnateur SPS, aux fins d'organiser la coordination des activités simultanées ou successives des différentes entreprises en matière de sécurité et de santé des travailleurs effectue les tâches suivantes :

-Pr
ocède avec chaque entreprise (titulaire et sous-traitants), préalablement à son intervention, à une inspection commune du chantier, afin de lui exposer les mesures de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération et des dispositions arrêtées pour l'utilisation des moyens communs ;
-À
réception des P.P.S.P.S., le coordonnateur vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan. Il examine les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé pour ce qui se rapporte aux activités simultanées ou successives des différentes entreprises (titulaire et sous-traitants) ; Le coordonnateur est tenu de :
 -CO
mmuniquer, dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;

-transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs ;
-communiquer obligatoirement, aux autres entrepreneurs, les P.P.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre et des corps d'états ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de coactivité.
-Le coordonnateur informe le titulaire du MGS de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, faire procéder aux modifications exigées ou autoriser les entreprises à commencer les travaux.
-Assure des visites de chantier périodiques et des visites inopinées. Toutes les visites de chantier par le CSPS font impérativement l'objet d'une inscription de passage sur le chantier. A cet effet, le CSPS mettra à disposition du Maître d'ouvrage un cahier de présence à demeure sur le chantier.
-Veille au cours de visites de chantier, à l'application des mesures de coordination définies dans le PGCSPS, les PPSPS et par le CISSCT ;
-Rédige systématiquement des comptes-rendus de ses visites, signés et datés par le CSPS qui devra immédiatement les communiquer au Maître d'ouvrage et au titulaire du MGS. De plus, les observations du CSPS seront inscrites dans les comptes-rendus des réunions de chantier.
-Gère les dangers graves et imminents,
-Participe à toutes les réunions de chantiers
-Participe aux réunions spécifiques auxquelles il est convoqué par le Maître d'Ouvrage,
-Emet son avis sur la mise à jour du calendrier d'exécution en veillant à ce que les risques sur la co-activité des entreprises soient pris en compte,
-Tient à jour et adapte le PGCSPS ; Le plan général de coordination est tenu à jour pendant toute la durée des travaux et archivé pendant 5 ans par le maître d'ouvrage. Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :
 -Le médecin du travail ;
 -Les membres du CIHSCT sur le chantier des entreprises ;

-Le
s membres du CISSCT ;
-L'I
nspection du Travail, l'OPPBTP, la CRAM et leur être adressable, sur leur
demande.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGC SPS en fonction de l'évolution du chantier et des PPSPS.

-Vé
rifie les conditions de mise en œuvre par les intervenants des mesures destinées à limiter
l'accès au chantier aux seules personnes autorisées qui ont été définies en phase
conception et notifiées dans le PGCSPPS ; Pour l'exercice de ces prestations, il appartient
au coordonnateur de rédiger, produire et diffuser les documents qu'il est appelé à effectuer
dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques avec le plan général de
coordination.
-Co
nsigne sur un registre journal de la coordination ses observations, comptes rendus
d'inspections communes, noms et adresses des entreprises au fur et à mesure du
déroulement de l'opération ;
-Le
coordonnateur pour la phase de réalisation préside, convoque et fixe l'ordre du jour du
CISSCT. Il tient le registre des PV de réunion et conserve celui-ci pendant cinq ans à
compter de la réception de l'ouvrage. Il appartient au coordonnateur d'adresser au comité
d'hygiène de sécurité et des conditions de travail les procès-verbaux du collège ;
-M
et à jour le DIUO : Le coordonnateur collecte les informations nécessaires auprès du
titulaire du MGS, complète et, si nécessaire, adapte le DIUO au fur et à mesure de
l'avancement du chantier.
-Le
coordonnateur remet le DIUO au maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans le
délai fixé au CCTP après avoir reçu de celui-ci ou du titulaire du MGS tous les plans
d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.

Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage sauf en cas de danger grave et imminent et si les observations du coordonnateur n'ont pu trouver de mesure d'une efficacité au moins équivalente.

Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du maître d'ouvrage et après avis de l'AMO.

Le coordonnateur SPS s'engage par ailleurs à :

-pa
rticiper à l'intégralité des réunions de chantier **soit un minimum de 96 réunions**
-eff
ectuer à **minima 3 visites par semaine** sur chantier, **soit un minimum de 288 visites.**

LIVRABLES :

Vérification du plan de retrait amiante et du rapport plomb : 5 jours

Mise à jour de la déclaration préalable : 3 jours

Avis sur PPSPS : 3 jours

Comptes-rendus des inspections communes / Délais de remise : 3 jours à compter de la visite

Comptes-rendus des visites inopinées / Délais de remise : 3 jours à compter de la visite

Procès-verbaux des réunions du CISSCT / Délais de remise : 5 jours à compter de la réunion

6.4. Phase 4 : Participation à la réception de l'ouvrage

A la fin de la phase de réalisation, le coordonnateur SPS collecte le DOE et complète le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage, remet la dernière version du PGCSPPS à l'assistant à la maîtrise d'ouvrage, et finalise le DIUO qui comportera 4 parties, à savoir :

-Le
s renseignements administratifs ;
-Le
s fiches relatives aux interventions ;
-Le
s documents annexés (éléments de DOE) ;
-Le
s PV de transmission du DIUO ;

L'ensemble de ces documents sera répertorié et transmis au maître d'ouvrage.

LIVRABLES :

DIUO, RJC et PGC actualisés / Délais de remise : 15 jours après demande du MOA

6.5. Phase 5 : Période de garantie de Parfait Achèvement

Le CSPPS assurera, sur notification du Maître d'ouvrage, l'ensemble de ses missions dès qu'une entreprise interviendra sur les ouvrages réceptionnés pour réaliser des travaux en lien direct avec l'opération réceptionnée (levée de réserves, modifications, etc.).

Les ouvrages étant exploités, il sera tenu de se rapprocher de l'exploitant pour déterminer et ajuster les modalités d'intervention au niveau de l'hygiène, de la sécurité et de la protection de la santé des personnels des entreprises intervenantes ainsi que des personnels de l'exploitant au regard des interactions constatées ou potentielles.

A la fin de cette garantie, il mettra à jour le D.I.U.O. qu'il transmettra au Maître d'ouvrage. Les essais de fonctionnement ne nécessitant pas d'interventions autres que des mises au point et des réglages sont exclus du champ d'intervention du CSPPS.

LIVRABLES :

DIUO actualisé / Délai de remise : 15 jours après demande du MOA

ARTICLE 7 - DUREE DU MARCHE – DELAI D'ETABLISSEMENT DES PRESTATIONS

7.1. Durée du marché – reconduction

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est fixée à 51 mois :

-12
mois phase procédure MGS

-27
mois phases conception et exécution
-12
mois phase GPA

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux du MGS ou au plus tard après la levée de la dernière réserve du marché de travaux du MGS, si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

7.2. Délais d'établissement des prestations et documents à fournir

Les modalités d'acceptation par le maître d'ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies au CCAP.

Les délais particuliers maximum d'établissement de documents ou prestations sont définis ci-dessous.

Les durées en jours indiquées ci-dessous sont des durées maximum en jours ouvrés.

Les délais indiqués ci-dessous sont des maximums estimés par le Maître d'Ouvrage. Les délais inférieurs à ces maximums proposés par le titulaire en Annexe n°2 au présent CCTP remplacent les estimations figurant au CCTP.

Type de documents / Prestations	Délais maximum d'établissement	Fait générateur
Rapport d'analyse des risques liés au site	5 jours	Notification du marché
Projet Déclaration préalable	5 jours	Notification du marché
Ouverture du registre journal de coordination	5 jours	Notification du marché
Projet de DIUO	21 jours	Notification du MGS
Rapport d'analyse des offres des 3 groupements en phase dialogue	21 jours	Réception du document par le SPS
Avis sur chaque document d'étude : <ul style="list-style-type: none"> • rapport sur APD • rapport sur PRO 	5 jours	Réception du document par le SPS
Vérification du plan de retrait amiante et du rapport plomb	5 jours	Réception du document par le SPS
Première remise du PGC SPS	2 semaines	Réception de l'APS
Projet de règlement CISSCT	2 semaines	Réception de l'APD
Mises à jour / adaptations du PGC	21 jours	Réception des études APD et PRO
Mises à jour / adaptations du DIUO	21 jours	Réception des études APS, APD et PRO
Tenue à jour du RJC	21 jours	Réception des études APS, APD, PRO et tout élément à ajouter

Type de documents / Prestations	Délais maximum d'établissement	Fait générateur
Inspections communes	3 jours	Réception de la demande du titulaire du MGS
Avis sur PPSPS	3 jours	Réception du PPSPS
Compte-rendus de réunion	3 jours	Réunion
Compte-rendu de visites de site	3 jours	Visite du site
Avis, observation sur documents	3 jours	Demande du Maître d'Ouvrage
Envoi du PV de réunion du CISSCT	5 jours	Réunion concernée
Remise définitive DIUO fin de travaux	3 semaines	Réception de l'ouvrage ou remise des DOE
Remise définitive du RJC	3 semaines	Réception de l'ouvrage
Remise définitive du PGCSPS	3 semaines	Réception de l'ouvrage
Remise définitive du DIUO fin de GPA	3 semaines	Fin de GPA

Les modalités d'acceptation par le maître d'ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies au CCAP.